


# Le MS21 à la fête de l'Huma




Publié le 14 septembre 2016

**Le MS21 participait ce dimanche 11 septembre 2016 à l'occasion de la fête de l'humanité, à une table ronde sur le stand du PRCF. Elle regroupait de nombreuses organisations politiques - le PRCF, le MS21, les Clubs penser la France, le Front syndical de classe,le réseau FVR-PCF - qui ont pris maintenant l'habitude de se retrouver régulièrement pour échanger sur des bases progressistes associant la souveraineté populaire, la question sociale et la pensée laïque. Nous livrons ici l'intervention de notre secrétaire national Michel MARCHAND qui a dressé un constat de la situation ( notamment à la suite du Brexit ), formulé les enjeux de la période et esquissé des perspectives d'action.**

Après le BREXIT, alors que la classe ouvrière française affronte une pluie de diktats européens travestis en lois nationales par le PS, y-a-t-il une autre solution pour notre peuple qu'un FREXIT progressiste permettant de substituer la coopération internationale à la ruineuse « concurrence libre et non faussée » ?

**1 - MS21 ET L'UE.**

Le MS21, « Mouvement pour un Socialisme du 21ème siècle » est un mouvement politique issu de la lutte contre le TCE en 2005. A ce titre, le MS21 qui milite pour la sortie de l'Union européenne (UE), considère que le clivage gauche/droite a encore du sens pour nombre de nos concitoyens et qu'il n'y a aucune raison d'abandonner le label de « gauche »

Rappel de quelques éléments marquants de cette période .

- Ce fut l'un des derniers moments où le débat démocratique a pu s'instaurer dans le pays.
- Les tenants du NON au TCE ne militaient pas pour la sortie de l'UE, mais pour une autre UE.
- Le refus de l'expression démocratique de 2005 et la forfaiture des dirigeants socialistes a conduit au Traité de Lisbonne, copie conforme du TCE.
- Les tenants du OUI invoquaient la dynamique d'une construction politique certes imparfaite, mais qui œuvrait pour la paix, la modernité et le mieux social.
- L'UE représentait une Europe qui protégeait contre la mondialisation et devait contribuer à l'avènement d'une société fraternelle.

Il n'a pas fallu longtemps pour réaliser que cette Europe-là ne protège pas, mais qu'elle détruit au contraire les avancées sociales, les services publics, le lien social. La loi travail, dite El Khomri alors qu'elle est directement impulsée par la Commission européenne est là pour le rappeler : le diktat européen est travesti en loi nationale et celle-ci nous est imposée à coups de 49.3. En 2015, les élections en Grèce agissent comme un puissant révélateur de la nature profonde de l'UE que l'on pourrait résumer ainsi : entre l'UE et la démocratie, il faut choisir. L'année 2016 marque un arrêt politique majeur dans la construction européenne avec la sortie du Royaume Uni de l'UE, certes pour différentes raisons, mais il serait bien réducteur de ne voir dans le BREXIT que populisme, nationalisme ou sentiment xénophobe. Le résultat est révélateur d'une nouvelle prise de conscience pour une partie importante de la population britannique. Le coup est sans doute rude pour l'UE. Mais, à chacun de ces évènements où s'exprime le vote populaire, que ce soit en 2005 en France, 2015 en Grèce, 2016 en Grande Bretagne, il n'est nullement question de changer quoi que ce soit à la construction politique de l'UE, dont la nature profonde se révèle être antidémocratique, basée sur un système économique non négociable : concurrence libre et non faussée, libre circulation des capitaux, perte de souveraineté monétaire. Aucune vision pour une politique sociale et fiscale unifiée qui est laissée à l'appréciation des Etats-membres. Le système de défense européen est inféodé aux Etats-Unis. Le logiciel économique et monétaire reste le même en toutes circonstances, même si une crise humanitaire éclate en Grèce en matière de santé, d'éducation et de retraites. Comme l'a si bien résumé J. Cl. Juncker, Président de la Commission européenne, à l'occasion des élections en Grèce « les choix démocratiques ne peuvent remettre en cause les traités européens ». La messe est dite. L'UE n'est en rien un cadre institutionnel de coopération entre les peuples ; elle n'est qu'un pilier de l'ordre néo-libéral mondialisé dont le but reste la mise en concurrence des modèles sociaux et l'affaiblissement du salariat. La question du FREXIT se pose évidemment pour MS21 qui milite pour diverses raisons à la sortie de l'UE. Si la question du FREXIT se pose, elle doit peser au moment des élections de 2017 en France.

**2 - CONSTAT.**

F. Hollande proclame que « ça va mieux ». Après le discours du Bourget sur la finance, le cynisme politique n'a vraiment pas de limites. Au niveau de la démocratie, il n'y a jamais eu autant d'abstention lors de toutes les élections, elle fut de 55% aux dernières élections régionales, atteignant 70% chez les jeunes. Au lendemain de son élection, François Hollande déclarait « nous devons inverser la courbe du chômage d'ici un an ». En 2012, la France comptait près de 3 millions de demandeurs d'emplois de catégorie A inscrits à Pôle emploi. Quatre ans plus tard, cette même catégorie compte 523 000 chômeurs de plus. Si l'on ajoute le nombre des inscrits en catégorie B et C, ceux catalogués en « activité réduite », moins de 78 heures par mois (ils étaient 1,8 millions en mai 2015),les radiations administratives (52 000 en juillet), les mises en formation qui étaient auparavant de 40 000 à 50 000 par mois et qui ont doublé ces derniers mois pour basculer dans la catégorie D, enfin les bénéficiaires de contrats aidés (catégorie E), la France compte plus de 6 millions de demandeurs d'emplois : chiffre effarant pour un pays qui se vante d'être la 5ème puissance économique mondiale. La France n'a jamais produit autant de richesses et en même temps la masse de la population

connaît une régression de son niveau de vie.

Non, la France ne va pas mieux, au contraire. Derrière les statistiques du chômage, il ne faut pas oublier qu'il y a des personnes. La perte d'un emploi va bien au-delà d'un salaire. Aujourd'hui, « 10.000 à 14.000 décès par an sont imputables au chômage », dénonce le Conseil économique, social et environnemental (Cese).... Et puis, l'emploi est une chose, les conditions de travail en sont une autre. Comment continuer à accepter le management par le stress puisse être un mode de gestion « nécessaire » dans la « compétition internationale », comment admettre que le fameux « burn out » soit reconnu comme une maladie professionnelle alors que cet état de maltraitance au travail devrait relever des tribunaux.
Dans ce contexte, vient s'ajouter la loi Travail dont l'une des conséquences sera de précariser l'emploi et d'accélérer le turn-over à Pôle emploi afin que les chômeurs aient le sentiment d'y rester moins longtemps. Cette situation d'austérité est le reflet d'une situation beaucoup plus globale à l'échelle de l'Union européenne et de la conséquence directe de l'euro, monnaie unique imposée par le Traité de Maastricht.

**3 - POURQUOI UN FREXIT ?**

C'est une question fondamentale qui est évidemment refusée dans le débat politique, alors que c'est la pierre angulaire du fonctionnement de la société française. Cette exigence peut se décliner sur plusieurs thèmes centraux :

- La démocratie : inutile de vouloir démontrer à présent le caractère fondamentalement anti-démocratique de l'UE, après ce qui s'est passé en Grèce. Juste une anecdote, lors d'un débat à New-York, il était demandé à Yannis Varoufakis, ministre des finances du gouvernement Syriza, ce qu'il pensait du déficit démocratique dans l'UE. Sa réponse fut laconique, expliquant qu'il n'y avait pas de déficit d'oxygène sur la lune, il n'y a tout simplement pas d'oxygène. L'absence de démocratie pose la question de la souveraineté nationale et populaire. Le terrain de la souveraineté ne doit pas être laissé au seul discours xénophobe de l'extrême droite.

- L'écologie. La ratification de l'accord de la COP21 sur le climat par les Etats-Unis et la Chine donne l'impression d'un succès de la diplomatie française. Mais il est aisé de ratifier un texte international (une rareté pour les Etats-Unis) qui n'impose aucune obligation, ni en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, ni en aide pour les pays les plus vulnérables. La COP21 est ratifiée mais on continue le « business as usual », c'est-à-dire politique de croissance, productivisme et libre échange pour le commerce international, les dogmes fondamentaux de l'UE.

- La désindustrialisation. Un emploi industriel génère 3 à 12 emplois dans les services. L'inverse, non. Or, on assiste depuis plus de vingt ans à un inexorable processus de désindustrialisation de la France qui se traduit par une perte de souveraineté dans des secteurs clés de l'économie nationale et amplifie de façon dramatique le chômage de masse. Ce déclin s'est traduit par la perte sèche, en France, de plus d'un million d'emplois dans le secteur industriel depuis dix ans ou une perte de 2,2 millions d'emplois durant ces 40 dernières années. Les secteurs les plus stratégiques du pays sont vendus par appartements à des forces financières étrangères, essentiellement américaines.

- La paix ou la guerre. Durant le quinquennat de F. Hollande, jamais les forces d'intervention extérieure n'ont été autant mobilisées. Un François Hollande qui n'hésite pas à déclarer en février 2013 à son arrivée à Bamako au Mali pour inspecter les forces françaises, « c'est le plus beau jour de ma carrière politique ». C'est un président de la République qui n'a jamais été autant pro-américain, qui n'a jamais été autant pro-israélien. La diplomatie française a été sciemment affaiblie, mise sous tutelle américaine, le tout accompagné par l'entrée de nos armées dans l'OTAN, sans débat démocratique dans le pays. La politique de défense européenne est celle de l'OTAN, c'est-à-dire une politique sous tutelle des Etats-Unis.

**4 - LES ENJEUX EN 2017**

Sans tourner autour du pot, pour le MS21 les primaires à gauche ne sont qu'un simulacre de démocratie. C'est une erreur flagrante du PCF d'y adhérer ou révèle le lien de dépendance entre l'appareil du PCF et celui du PS. Seule aujourd'hui la candidature de J.L. Mélenchon (JLM) fait sens. Nous y voyons des points d'accord mais aussi des interrogations. Le premier point d'accord est la règle verte, principe constitutionnel s'opposant à la règle d'or libérale imposée par l'UE. La règle verte est le fil conducteur dans la conduite d'une planification écologique. Il s'agit de produire en soldant la dette écologique, c'est-à-dire ne pas consommer plus de ressources que la nature ne peut en reproduire sur une période équivalente, ni de rejeter

plus de déchets qu'il ne peut en absorber. Une telle disposition est incompatible avec le productivisme et le libre-échange institués par le système de l'UE. Le second point d'accord est la nécessité de passer à une 6ème République (M6R) par la convocation d'une assemblée constituante. Nos interrogations concernent la position de JLM sur la question de l'UE et de l'euro. Il n'y a pas un euro allemand, français ou italien, il y a l'euro monnaie unique de l'UE, vecteur d'austérité. La seconde interrogation est l'ambiguïté de JLM sur la signification qu'il entend dans sa volonté de « rompre avec les traités européens ». Des clarifications sont absolument nécessaires sur cette question fondamentale.
Le point central du débat politique en 2017 doit être la question de l'UE. Le MS21 a choisi son camp : il s'engagera auprès d'autres organisations politiques progressistes pour retrouver la dynamique victorieuse de 2005 et réclamer un référendum sur la question du maintien de la France dans l'UE. Après le BREXIT, il est temps que sonne rapidement le FREXIT. Si sortir de l'UE ne peut être une condition suffisante à l'amélioration des conditions de vie des classes populaires, cela en est une condition nécessaire.

En corollaire à ce positionnement est la disqualification définitive du PS. Au-delà des promesses de campagnes non tenues : le fameux discours du Bourget sur la finance, la renégociation du traité européen sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG), l'engagement de l'inversion de la courbe du chômage, il y a eu durant ce quinquennat l'affaire Cahuzac, les lois Macron, la loi El Khomri, les aides sans précédent au patronat sans aucune contrepartie. Au final, l'adhésion totale de ce parti à l'UE, entrainant forfaiture et cynisme à la nausée pour les classes populaires, explique le vote pour le FN ou l'abstention de masse. Les politiques ne bougent que si les peuples bougent.

Le FREXIT signifie pour le MS21 oser une autre pensée politique économique, sociale et écologique.